
Vers une résilience critique : dimensions politiques et sociales du travail dans les projets portés par la « communauté locale »

Svenja Meyerricks | Ewan Mackenzie

Translation | Traduction : Marie van Effenterre

Svenja Meyerricks : The Centre for Human Ecology, The Pearce Institute, Glasgow

Courriel : mail@svenjameyerricks.net

Ewan Mackenzie : Newcastle University Business School, Newcastle upon Tyne

Courriel : ewan.m.mackenzie@northumbria.ac.uk

Résumé

La résilience est essentielle à la reconfiguration des moyens d'existence durables dans une biosphère perturbée, mais si on n'accorde pas aux inégalités sociales l'attention qui leur est due, les discours de résilience risquent de perpétuer les objectifs et les stratégies néolibérales. Cet article montre qu'il est possible de repenser les configurations gouvernementales prédominantes de la résilience, dont la conception vise à encourager une réponse aux problèmes structurels par l'action bénévole et celle de la communauté locale. Nous analysons les dimensions politiques et sociales du travail (rémunéré ou non) dans les projets menés par et pour la communauté locale dans le cadre du Climate Challenge Fund (CCF) – ou Fonds défi climat – en Écosse. Sur fond d'austérité économique et d'inégalités, nous explorons les trajectoires de vie et les récits des membres de ces projets, en mettant en exergue les discours relatifs à leur engagement et à leur participation. Ce texte démontre que les contextes d'austérité et d'inégalités conduisent à des formes d'engagement composites, lesquelles couvrent aussi bien la progression de carrière et l'augmentation de la flexibilité du travail que l'action compassionnelle, la mise en œuvre d'activités de subsistance et l'*empowerment* collectif. Or, dans ces projets, la division du travail – bénévole ou rémunéré, à temps plein ou partiel – reproduit les inégalités existantes. C'est à cet égard que nous explorons la façon dont les projets portés

par la communauté locale peuvent préfigurer la conception du travail dans des économies marquées par une forme de résilience critique.

Mots-clés : résilience critique, communautés locales à faible émission de carbone, durabilité environnementale, austérité, Écosse

Abstract

Resilience is essential to reconfiguring livelihoods in a destabilising biosphere, but without due consideration of social inequalities, discourses of resilience can perpetuate neoliberal agendas. This article highlights the potential to rewrite prevailing governmental configurations of resilience, those designed to encourage voluntary and community responses to structural problems. We analyse the political and social dimensions of work (both paid and non-paid) in Climate Challenge Fund (CCF) community projects in Scotland. Against a background of economic austerity and inequality, we explore the life trajectories and narratives of participants, highlighting discourses associated with their engagement and participation. The paper illustrates that contexts of austerity and inequality lead to composite forms of engagement that range from career enhancement and increased work flexibility to compassionate action, the enactment of subsistence activities and collective empowerment. However, how work—voluntary vs paid, full-time vs part-time—was distributed within the projects re-enacted existing inequalities. Within this context we explore how work in community projects can prefigure work in critically resilient economies.

Keywords: critical resilience, low-carbon community, environmental sustainability, austerity, Scotland

Introduction

Le Nord global est en apparence engagé dans une récession prolongée et, bien qu'il soit difficile de déduire s'il s'agit d'un état permanent, les signes d'une crise structurelle sont bel et bien écrits noir sur blanc (Kallis, Kerschner et Martinez-Alier, 2012). La dégradation accélérée de la biosphère (Rockström, Steffen, Noone *et al.*, 2009) et du système climatique de la planète (IPCC, 2018) plaide en faveur d'une décarbonisation rapide de l'économie mondiale. L'échelle et la vitesse auxquelles cette évolution est tenue de s'accomplir exigent des changements systémiques, lesquels s'avèrent essentiels si l'on veut dépasser le paradigme de la croissance (United Nations, 2019) et s'orienter vers des moyens de subsistance qui ne dépendent pas des énergies fossiles et d'une

consommation intensive des ressources. Certain·e·s commentateur·ice·s ont souligné le caractère central du travail et de l'emploi dans ce débat ainsi que le besoin de concevoir et de mettre en œuvre des approches alternatives du travail, dans l'espoir de voir aboutir un jour une justice sociale et environnementale (Cock, 2014). Repenser les objectifs et les stratégies implique d'aller au-delà d'une simple décélération du capitalisme de croissance, pour trouver les méthodes adéquates qui permettront d'instaurer des moyens d'existence justes, égalitaires et guidés par des principes écologiques (Brownhill, Turner et Kaara, 2019). Par ailleurs, les inégalités économiques croissantes et la marginalisation entravent la participation à une transformation durable en raison de la répartition injuste des coûts d'adaptation (Perkins, 2019).

Face aux grands enjeux mondiaux, les efforts destinés à transférer l'agentivité et la responsabilité gouvernementales aux citoyen·ne·s et aux communautés locales¹ sont symptomatiques des ambitions néolibérales (MacLeod et Emejulu, 2014 ; Brownhill, Turner et Kaara, 2019). Ils transforment ainsi la « communauté locale » en un mécanisme qui sert à individualiser plutôt qu'à collectiviser. À la suite de la crise financière de 2008, les politiques d'austérité instaurées en Écosse et au Royaume-Uni ont occasionné des coupes sans précédent dans les budgets des pouvoirs publics et des collectivités locales, entraînant ainsi une baisse des niveaux de vie et une hausse des inégalités (Clarke et Newman, 2012 ; MacLeod et Emejulu, 2014). Une série de mesures de localisation² ont délégué les missions de santé, de protection sociale et de durabilité environnementale aux individus et aux communautés locales qui sont gouvernés à distance (Rose et Miller, 2010 ; Taylor Aiken, 2015). Les mesures du gouvernement écossais, dont le Climate Challenge Fund (CCF), ont mis l'accent sur les pratiques d'écoconsommation au niveau local, au nom du changement des comportements (Brook Lyndhurst et Ecometrica, 2011). Ces initiatives sont critiquées pour leurs logiques néolibérales *top down* qui font la part belle aux choix du « citoyen·ne-consommateur·rice » et aux responsabilités individuelles en matière environnementale (Barr, Gilg et Shaw, 2011 ; Webb, 2012). De tels arguments illustrent les limites de la fabrique des politiques dans une économie de marché néolibérale et confèrent un caractère d'urgence à des pratiques écologiques viables qui ne se réduisent pas à une simple affaire de responsabilité individuelle, de choix et de consommation. Il est important d'accorder une attention particulière aux différentes conditions sociales et matérielles dans lesquelles les citoyen·ne·s et les communautés locales vivent et travaillent, de même qu'aux questions et aux obstacles auxquels iels font face.

1. La notion de *community*, telle qu'elle est mobilisée par les institutions britanniques et écossaises, tend à être assimilée au local. Pour être compétente, elle doit *a minima* adopter la forme d'une association de fait et dans certains cas être dotée d'un statut légal. Voir notamment Taylor Aiken Gerald, 2015 (NdT).

2. Ces mesures s'inscrivent dans une approche localiste du gouvernement britannique, notamment dans la lignée du Localism Act 2011 qui entérine le transfert de certaines prérogatives étatiques aux individus et aux communautés locales (NdT).

Issu d'une enquête ethnographique réalisée en Écosse sur les projets du CCF, cet article explore la manière dont ceux-ci sont gouvernés et mis en œuvre. Nous souhaitons ici problématiser le jeu subtil d'interaction entre ce que nous appelons la « résilience individuelle » et la « résilience critique » dans le contexte du travail au sein de projets portés par la communauté locale. La résilience individuelle est vulnérable face à l'exploitation par les modes de gouvernement néolibéraux, qui misent sur des individus autonomes et « *empowered* », prêts à assumer leur part de responsabilité dans l'atténuation du changement climatique et à œuvrer pour la communauté locale, mais sans l'articuler explicitement avec les inégalités matérielles et sociales. La résilience critique est quant à elle définie comme un moyen de porter atteinte aux structures systémiques actuelles, perçues comme *disempowering*, au profit de structures radicalement nouvelles. Concernant la résilience critique, nous reprenons les notions de champs de tâches et d'activités de subsistance proposée par Tim Ingold (2000) qui se distinguent du travail salarié pour inclure, notamment, la production de nourriture (Stern, 2000) ainsi que d'autres types de pratiques que les rationalités du marché ne peuvent pas aisément subsumer. La résilience individuelle et la résilience critique ne sont toutefois pas mutuellement exclusives : si nous les utilisons dans le cadre de cet article pour établir une distinction entre des pratiques compatibles avec les régimes économiques libéraux et celles qui leur échappent, il est préférable de les appréhender comme des tendances en évolution constante, tributaires du contexte dans lequel elles s'inscrivent – chacune pouvant porter en elle les racines de l'autre. Au nom de la désaliénation, du travail collectif et de la justice environnementale, nous explorons les trajectoires professionnelles de celles et ceux dont le travail relève, ou, au contraire, s'écarte, de discours descendants (« *top down* ») ayant pour but d'individualiser les problèmes environnementaux et économiques. Ce faisant, nous mettons en évidence le champ des possibles ouvert par une « résilience critique » par le bas (Barca, 2019 ; Brownhill, Turner et Kaara, 2019). Nos interrogations sont dès lors les suivantes : comment les projets CCF sont-ils gérés et mis en œuvre ? Que nous enseigne la relation des travailleur·se·s à ce qu'ils font dans les projets menés par et pour les communautés locales afin de réduire leurs émissions de carbone, et en quoi ceci peut-il nous aider à comprendre l'impact des inégalités sur le travail dans ce type de contexte ? Enfin, de quelle(s) manière(s) ces projets peuvent-ils faire preuve d'une plus grande résilience critique ?

Cet article est organisé comme suit. Nous discutons tout d'abord du concept de résilience et de la façon dont il est mobilisé pour définir le travail dans le contexte de projets portés par les communautés locales en Écosse. Nous examinons ensuite la place du « bon travailleur communautaire » ou de la « bonne travailleuse communautaire » dans les politiques sociales et environnementales écossaises, avant de nous intéresser plus particulièrement aux projets CCF correspondants aux études de cas que nous avons réalisées. Par la suite, notre analyse aborde les caractéristiques de la résilience que nous

avons identifiées. Enfin, nous concluons sur la nécessité pressante (et la possibilité) de détourner notre attention des capacités d'adaptation dont doivent faire preuve les individus et la communauté locale pour réfléchir aux inégalités qui pèsent sur le travail dans le cadre de l'atténuation du changement climatique.

Vers une résilience critique du travail et des moyens d'existence

Afin de mieux comprendre ce qu'apportent les projets portés par la communauté locale à leurs participant-e-s dans le cadre des processus d'atténuation et d'adaptation face au changement climatique, il est avant tout nécessaire de prendre en compte les éléments qualitatifs du travail qui caractérisent ces initiatives. Outre le fait que l'atténuation du changement climatique est une obligation légale à laquelle ne peut se soustraire le gouvernement écossais, il est désormais admis que le climat de l'Écosse et du reste de la planète est déjà en proie au changement : nous sommes en situation d'urgence climatique et cela requiert des mesures d'adaptation (Scottish government, 2019).

Le concept de résilience a été adopté pour qualifier la façon dont les sociétés, les communautés locales et les individus apprennent à se préparer aux changements profonds et de grande ampleur nécessaires à la transition des économies vers l'abandon des combustibles fossiles. Issue de l'écologie et de la théorie des systèmes, la résilience renvoie à la faculté des systèmes naturels à réagir aux bouleversements et à s'adapter pour continuer à fonctionner. Aujourd'hui, le concept est volontiers appliqué, peut-être de manière quelque peu excessive, au champ social (voir Folke, Carpenter, Elmqvist *et al.*, 2002 ; Gunderson, 2003).

« La résilience est souvent associée à la diversité – des espèces, des perspectives humaines et des possibilités économiques – qui cultive et encourage l'adaptation et l'apprentissage. » (Folke, Carpenter, Elmqvist *et al.*, 2002, p. 438)

Les discours de résilience portés par les politiques gouvernementales, les *think tanks* et les agences environnementales influent sur la définition du travail, du bénévolat et du militantisme à l'échelle de la communauté locale (MacKinnon et Derickson, 2013 ; Monforte, 2019). Certains arguments soulignent l'approche gouvernementale « *top down* » de la résilience, qui fait invariablement peser sur l'individu, la communauté locale et le territoire la responsabilité de mieux se préparer à résister aux grandes catastrophes mondiales (Felli et Castree, 2012 ; MacKinnon et Derickson, 2013 ; MacLeod et Emejulu, 2014). Associée à l'exercice d'une mainmise sur la « communauté » (Taylor Aiken, 2015), la résilience vise, alors, à galvaniser l'agentivité de la population locale pour qu'elle modifie ses pratiques quotidiennes tout en restant globalement dans le cadre néolibéral actuel, suggérant ainsi que le bien-être de l'humanité n'est jamais mieux servi que par les libertés,

les compétences et les comportements individuels nés d'un *empowerment* en tout point conforme aux rationalités du marché (MacLeod et Emejulu, 2014 ; Brown, 2015). L'accent mis sur la reconfiguration des comportements, des compétences et des capacités détourne l'attention dévolue aux inégalités structurelles et au rôle capital de l'action politique dans la crise actuelle. Les discours évoqués, surtout, tentent de dissocier les politiques du changement climatique de toute contestation plus vaste des relations entre social et environnemental (Featherstone, 2013).

Appliquer le concept de résilience aux systèmes sociaux sans se livrer à une nécessaire analyse de ses effets sociopolitiques le rend vulnérable à une utilisation abusive (O'Malley, 2010). L'économie capitaliste globalisée, axée sur l'accumulation des richesses, dépend des espaces qui sont réinventés périodiquement pour pouvoir répondre à l'évolution de la demande. La résilience face aux crises, dès lors, est avant tout définie dans le cadre du système capitaliste et de ses crises toujours plus fréquentes, où certains groupes portent injustement la responsabilité des coûts d'adaptation (MacKinnon et Derickson, 2013, p. 254). Bien que ces discours reconnaissent l'existence d'individus et de communautés locales extrêmement vulnérables, ils détournent l'attention accordée aux inégalités en présentant tous les acteurs sociaux comme ayant les mêmes intérêts et les mêmes aspirations (Felli et Castree, 2012). La résilience conçue comme diversité sans prendre en compte les inégalités renforce les structures sociales établies par l'inférence apolitique de stratégies d'adaptation contre un Autre menaçant et extériorisé (O'Malley, 2010).

Les contestations des discours néolibéraux et de leurs effets hégémoniques se sont intensifiées à mesure que l'obligation politique à rendre des comptes faiblit, que les inégalités augmentent et que l'urgence climatique se précise (Featherstone, 2013 ; MacKinnon et Derickson, 2013 ; Monforte, 2019). Les subjectivités alternatives et les pratiques collectives sont explorées, bien qu'elles soient imaginées et vécues de manière ambivalente. Par exemple, Danny MacKinnon et Kate D. Derickson (2013) mettent en avant une politique de la débrouillardise, à travers laquelle l'injustice, la répartition inégale des ressources et l'incapacité d'accéder aux mécanismes de la transformation sociale peuvent être remises en question. Les communautés locales témoignent en effet d'une capacité latente à s'engager dans le dialogue démocratique et à élaborer des formes de contestation constructives des relations de pouvoir. La reproduction de relations sociales inéquitables par des conceptions *top down*, idéologiquement délimitées, de la communauté locale et de la résilience est ainsi potentiellement évitée. Pour MacKinnon et Derickson (2013), la débrouillardise signifie que l'autonomie n'est pas une condition indépendante de relations sociales plus larges, mais plutôt un engagement à contester continuellement les relations de pouvoir et les institutions qui essaient de formater une localité donnée.

Dans le même ordre d'idées, Pierre Monforte (2019) décrit la « résilience critique » comme la levée de subjectivités politiques critiques chez les bénévoles engagé-e-s dans le champ de la réduction de la pauvreté. Son travail examine la manière dont les bénévoles définissent leur engagement en opposition aux politiques d'austérité. La résilience critique perturbe les actes individuels de compassion énoncés par des discours néolibéraux destinés à « faire en sorte que les bénévoles se sentent mieux dans leur peau » (Monforte, 2019, p. 3). Monforte définit ainsi la résilience comme un ensemble de processus continus d'*empowerment*, plus collectif qu'individuel. La résilience critique s'appuie sur des pratiques de travail collectives alternatives, autrefois en usage, capables de contrecarrer les rationalités néolibérales (DeVerteuil et Golubchikov, 2016). Ces pratiques concernent des personnes plutôt peu enclines à concevoir le travail en pour ce qui est de logiques individuelles d'investissement, de carrière et de choix de vie (Read, 2019), faisant plutôt l'expérience d'une subsistance collective au travers de processus de production et de consommation localisés. La résilience critique est un précurseur « agentique » et actif d'une forme plus ostensible de transformation sociale (DeVerteuil et Golubchikov, 2016). Elle relève du social, dans le sens où les groupes peuvent utiliser ou construire des réseaux sociaux, ainsi que des formes d'apprentissage et de décision collectives (Monforte, 2019, p. 4).

L'un des aspects de la résilience critique abordé dans cet article est celui de la subversion des rationalités économiques dominantes concernant le travail (en particulier le travail salarié) et l'émergence de valeurs et de pratiques économiques différentes. Ingold suggère ainsi d'appréhender « les tâches comme des actes constitutifs de l'habiter » (Ingold, 2000, p. 195). Similaires à la notion d'activités de l'habiter qu'il propose, les activités de subsistance telles que la production de nourriture, la fabrication d'outils et les travaux de réparation ou de surcyclage (le fait de réaliser des objets artisanaux à partir d'objets et de matériaux mis au rebut, aussi nommé *upcycling*) sont distinguées du travail salarié, bien qu'elles puissent en être dépendantes ou contraintes par celui-ci (Stern, 2000). Travail de subsistance et travail domestique partagent des caractéristiques communes : l'un et l'autre sont caractérisés par des tâches qui permettent d'avancer au quotidien, peuvent ne pas être rémunérés, peuvent être soumis, ou non, aux indicateurs de la productivité du travail. Le travail de subsistance désaliène les processus de production et de consommation dans la mesure où ces derniers sont localisés et peuvent être effectués par les mêmes individus (par exemple en cultivant et en consommant localement des fruits et légumes au lieu de les acheter au supermarché, en réparant ou en surcyclant des objets au lieu d'en acheter des neufs). En outre, les activités de subsistance réalisées au sein des projets collectifs menés par la communauté locale pour atténuer le changement climatique transposent des tâches habituellement accomplies dans la sphère domestique à la sphère de la communauté locale et peuvent de cette manière contribuer à une résilience critique.

Néanmoins, le jeu d'interactions qui se noue entre actes individualisés de compassion et formes plus critiques de résilience peut générer des expériences ambivalentes quant à la participation bénévole. Le travail de Monforte (2019) souligne par exemple que les bénévoles associent à leurs discours sur la justice sociale des propos plus conservateurs, dans lesquels les victimes de la pauvreté sont tenues pour responsables de leur condition. Dans la suite de cet article, nous examinons la façon dont les projets portés par la communauté locale définissent et établissent le travail au sein et en dehors des cadres néolibéraux dominants. Nous mettrons notamment en évidence la manière dont les activités de subsistance peuvent favoriser des processus collectifs d'*empowerment* et de résilience critique. Le concept de préfiguration, employé dans la stratégie et la pensée anarchistes, se révèle utile ici. Les pratiques préfiguratives cherchent en effet à « enraciner les moyens d'envisager l'avenir » (Ince, 2012, p. 1646) dans le temps présent. La notion de préfiguration implique d'admettre totalement le caractère nécessairement inachevé des processus de transformation (Ince, 2012).

Dans la partie qui suit, nous faisons tout d'abord le point sur le contexte politique et la façon dont les projets CCF ont été officiellement structurés en Écosse, avant d'aborder les cas ethnographiques réalisés.

Le Climate Challenge Fund et le « bon travailleur communautaire » ou la « bonne travailleuse communautaire »

Ces dernières années, les communautés locales ont joué un rôle capital dans les politiques environnementales et sociales écossaises (Taylor Aiken, 2014 ; Creamer, 2015), et ce, notamment depuis l'entrée du Scottish National Party (SNP, le Parti national écossais) au sein d'un gouvernement minoritaire en 2007, alors supporté par le Scottish Green Party (le Parti vert écossais). Le CCF est né dans la période qui a précédé l'adoption du Climate Change (Scotland) Act 2009 (la loi sur le changement climatique de 2009) qui fixe un objectif intermédiaire ambitieux de réduction de 42 % des émissions en équivalent CO₂ d'ici 2020 par rapport aux chiffres de référence et de 80 % d'ici 2050 (Scottish government, 2009). Le gouvernement écossais se distingue du gouvernement britannique au sens où il estime que les communautés locales doivent pouvoir décider de leur propre niveau d'*empowerment*, lequel peut d'ailleurs varier de l'une à l'autre (Rolfe, 2018, p. 8). L'approche localiste du gouvernement britannique part du principe que les communautés locales sont plus fortes sans intervention directe de l'État. Le gouvernement écossais, à l'inverse, affirme le pouvoir collectif et les partenariats entre communautés locales et gouvernement en étendant le droit des premières à contrôler leurs propres terres et leurs actifs grâce à l'adoption, en 2015, du Community Empowerment Act, ou loi sur l'*empowerment* de la communauté locale (Rolfe, 2018). Toutefois, les effets de l'austérité,

et notamment les coupes budgétaires affectant les collectivités locales, aplanissent les différences à l'œuvre entre le localisme britannique et l'*empowerment* des différentes communautés locales prôné par l'Écosse. Bien que les inégalités soient reconnues par l'Écosse, elles ne peuvent toutefois être combattues efficacement en raison des restrictions imposées par les politiques d'austérité, politiques qui souvent se résument à augmenter l'*empowerment* des puissants et à réduire celui des démunis (Rolfe, 2018).

Un autre exemple de la mise en œuvre de cette politique néolibérale est le Scottish Index of Multiple Deprivation (SIMD, ou indice de privation multiple)³, l'outil comparatif mis en place par le gouvernement écossais pour évaluer le degré de privation à l'échelle des petites régions d'Écosse. Le SIMD s'appuie sur certains indicateurs comme les résultats scolaires, le temps de trajet nécessaire pour accéder aux services de santé, le taux de criminalité et celui de chômage afin de déterminer « où se situent les secteurs en situation de grande privation en Écosse, pour que les organisations identifient les lieux où leur travail pourra avoir le plus d'impact » (Scottish government, 2016, p. 2). Mais du fait de son échec à problématiser les causes profondes de la pauvreté et des inégalités, et de sa tendance à faire reposer la responsabilité de l'amélioration du territoire sur les « structures et individus concernés » (*ibid.*, p. 1), le gouvernement écossais circonscrit les effets économiques structurels des politiques d'austérité de l'ensemble du Royaume-Uni à de simples questions locales que les institutions et les associations présentes sur place se chargeraient de corriger. Bien que cette approche soit intrinsèquement problématique, nous avons toutefois choisi de nous appuyer ici sur les déciles du SIMD en tant que marqueurs pour identifier les symptômes de la privation et ainsi mettre en lumière les disparités démographiques entre les structures des différentes communautés locales.

Depuis la mise en place du CCF, « plus de 1 100 projets pour un ensemble de 32 collectivités locales ont bénéficié d'une subvention du CCF. Le total des financements alloués par le CCF depuis 2008 s'élève à plus de 104 millions de livres sterling » (Keep Scotland Beautiful, 2019). Pour être éligibles, les *community groups*, ou groupes locaux, intéressés doivent être établis en Écosse, sans but lucratif et disposer d'un statut légal. En définissant spécifiquement les communautés de lieu dans les critères de financement, puis en leur attribuant des subventions, une notion particulière de la communauté locale a été, du moins partiellement, construite (Taylor Aiken, 2015). Les groupes locaux sollicitent un

3. La notion de *deprivation* appartient au vocabulaire de l'action sociale de certains pays anglophones, dont la Grande-Bretagne. Conceptualisée en partie par le sociologue britannique Peter Townsend dans les années 1960, elle excède la notion, jusqu'alors prévalente, de pauvreté, tout comme celle de précarité. Traduite sous le terme de « défavorisation » au Québec (Institut national de santé publique du Québec), elle peine à s'ancre dans le lexique des sciences sociales francophone. Les notions de privation relative et de frustration relative, pour *relative deprivation*, sont également en usage dans d'autres courants disciplinaires. Voir : Leloup Xavier, Apparicio Philippe, Séguin Anne-Marie, « Le concept de *relative deprivation* : survol des définitions et des tentatives de mesure appliquées à l'urbain », INRS/Document de recherche, 2005 ; Di Natale Isabelle, « Réformes et politiques éducatives au Royaume-Uni entre 1997 et 2010 : quel système d'enseignement secondaire pour le Royaume-Uni depuis la promulgation de "l'Education Reform Act" en 1988 ? », thèse de doctorat, université Sorbonne Paris Cité, 2019, p. 426 et Leydier Gilles, « Entre libéralisme, social-démocratie et intégration européenne : un modèle écossais ? », Observatoire de la société britannique, n° 1, 2006 [NdT].

financement CCF pour soutenir des projets qui s'engagent avant tout à réduire les émissions de carbone de manière tangible, mais le programme prend également en compte des objectifs plus larges qui doivent contribuer à la résilience, à l'émergence de capacités, à la sensibilisation et à des bénéfices sociaux et environnementaux supplémentaires, comme la transmission de compétences pour apprendre à cultiver des fruits et des légumes à l'échelle locale (Brook Lyndhurst et Ecometrica, 2011). Grâce au CCF, le gouvernement écossais exerce donc une forme de gouvernement indirect par l'intermédiaire des groupes locaux (Taylor Aiken, 2015), un processus qualifié de « responsabilisation » (Rolfe, 2018, p. 7581), ou ce que Rose et Miller (2010, p. 271) appellent « gouverner à distance ».

Taylor Aiken (2015) décrit la manière dont les projets portés par la communauté locale, sur fond de néolibéralisation sociale et économique croissante, témoignent d'une forme de gouvernementalité qui fait des comportements environnementaux promus une affaire de responsabilisation individuelle et de liberté de consommation. Le consentement à la diminution de ses émissions de carbone au quotidien est ainsi régi et intériorisé par l'intermédiaire de ces projets. En assimilant la liberté de choix des citoyen-ne-s à un rôle de consommateur-riche-s capables de négocier les enjeux environnementaux, la communauté locale fonctionne à l'instar d'une technologie du pouvoir gouvernemental (Taylor Aiken, 2015, p. 772). Considérer les personnes impliquées dans ce type de projets comme des sujets responsables et transformer les objectifs de réduction des émissions de carbone en normes privées choisies et discrétionnaires instaure une distance entre les institutions proprement dites et les acteurs locaux et les actrices locales.

Si notre analyse, dans l'ensemble, corrobore la description des projets portés par la communauté locale comme des « niches d'innovation » (Seyfang et Smith, 2007), nous sommes toutefois parti-e-s du principe, et ce, dès la phase de conception de la recherche, qu'une telle prémisse privait les initiatives en question « de leur particularité sociale et spatiale » (Taylor Aiken, 2014, p. 767). Les trois projets que nous avons étudiés présentent des différences d'ordre démographique : le premier groupe local (GL1) fait partie d'une zone urbaine défavorisée (décile 1 du SIMD), le deuxième (GL2) opère dans une petite ville relativement aisée (décile 7 du SIMD) et ses environs, tandis que le troisième (GL3) est actif dans une ville dite « nouvelle », située à la périphérie d'une commune de grande taille (décile 3 du SIMD).

Le GL1 est créé en 2002 dans une ville de 592 820 habitant-e-s et se situe dans un secteur correspondant au plus haut décile de privations sociales enregistré (SIMD 2012). Outre une équipe composée d'une douzaine de membres permanent-e-s et de 15 travailleur-se-s rémunéré-e-s à la mission⁴, le GL1 compte 80 bénévoles au moment où

4. Les *sessional workers* sont des travailleur-se-s rémunéré-e-s à la mission, pour lequel-le-s il n'est pas obligatoire d'établir de contrat (NdT).

nous avons effectué la recherche. L'objectif de ce groupe local est de créer des aires de jeux protégées et des espaces de rencontres pour les jeunes et les adultes. Les activités environnementales du GL1 ont été intensifiées grâce au Grow Green, un projet financé par le CCF, et comprennent des rendez-vous hebdomadaires : une boutique de troc installée dans un magasin vacant, un groupe Environnement pour réfléchir aux questions de la durabilité ainsi que des rencontres Connecting Generations pour les jeunes et les personnes plus âgées autour de la mise en culture d'une parcelle de terrain. Deux jardins partagés et un jardin écologique ont été créés avec l'aide de bénévoles, organisé-e-s en comités qui incluent également des institutions partenaires, comme des établissements scolaires et des centres de santé.

Le GL2 est issu d'une organisation locale fondée en 2007 dans une ville de 8 486 habitant-e-s (recensement de 2011). Plusieurs parties de la commune, ne font pas partie des 20 % les plus en difficulté de la région et de l'Écosse. Deux autres secteurs comptent parmi les 10 % des zones les moins en difficulté du territoire écossais (SIMD 2012). Au moment de la recherche, le GL2 compte sept employé-e-s à temps partiel et/ou rémunéré-e-s à la mission, ainsi qu'un nombre indéterminé de bénévoles et de collaborateur-ice-s en sus des membres du conseil d'administration. L'objectif du GL2 est de préparer les habitant-e-s de la ville et des environs aux enjeux sociaux et environnementaux à venir, en promouvant, par un Local Resilience Action Plan (plan d'action de résilience locale), une transition locale pour une dépendance réduite aux combustibles fossiles et une durabilité et une résilience accrues. Le groupe a également réalisé des cartes dans le but de repenser les espaces existants en fonction de paramètres durables en mettant l'accent sur les itinéraires piétons et cyclables locaux. Il travaille par ailleurs en étroite collaboration et en synergie avec d'autres groupes locaux aux vocations diverses, tels un collectif d'autopartage, un groupe de gestion des forêts locales⁵ ainsi que des entreprises de proximité comme une boulangerie associative. Le GL2 a également mis en place de nouvelles initiatives, telle la création d'un nouveau potager, la promotion de la pratique du vélo (par exemple avec la création d'un local éphémère de réparation de bicyclettes) et la constitution de groupes d'entraide entre voisin-e-s pour réduire la consommation énergétique et son impact quotidien sur l'environnement.

Le GL3 est un fonds de développement créé en 2010 dans une ville nouvelle de 74 000 habitant-e-s (recensement de 2011). La plupart de ses tranches de données se situent dans les déciles moyens du SIMD 2012. Le projet pour lequel il a obtenu une subvention du CCF est entièrement géré par une équipe d'une douzaine de bénévoles qui bénéficient d'une aide sporadique. Il inclut notamment la gestion d'un site de

5. Les *community woodland groups* sont des collectifs locaux de gestion des forêts riveraines dont ils ont la responsabilité soit en pleine propriété, soit à titre locatif ou d'usage. Il s'agit le plus souvent d'associations de fait. Pour plus d'informations, voir The Woodland Trust, *Community ownership for woodland management and creation Research report*, rapport de recherche, juin 2011 (NdT).

démonstration pour la conservation des semences, un projet d'apiculture, l'organisation d'un événement annuel d'échange de graines, la création de jardins pédagogiques dans les écoles de la ville, ainsi que des ateliers de culture de fruits et de légumes à destination d'élèves du secondaire.

Ces trois projets ont tous reçu une subvention substantielle de la part du CCF (supérieure à 100 000 livres sterling). Leurs caractéristiques démographiques reflètent une partie des inégalités existantes dans les différentes communautés locales d'Écosse. C'est ce que reflète également la diversité des besoins et des priorités locales, qu'elle concerne les types d'activités et les formes d'engagement au sein des projets ou encore les modes de travail des employé·e·s, des travailleur·se·s rémunéré·e·s à la mission et des bénévoles. Dans chacun de ces projets, les mesures relatives au changement climatique constituent un éventail de pratiques d'atténuation et d'adaptation illustrées par « une série de discours et de processus de construction de sens » (Russell, Greenaway, Carswell *et al.*, 2013, p. 2).

Du point de vue du gouvernement écossais, le travail accompli par les groupes locaux et les travailleur·se·s qui les composent est incontestablement un remède efficace aux maux de la société, qu'il s'agisse de lutter contre la pauvreté et les privations dans les secteurs identifiés par le SIMD ou de réduire les émissions de carbone sur le terrain grâce au financement du CCF. Étant donné que l'idéalisation de la « communauté » locale est intrinsèquement problématique, la notion de « bon travailleur » ou de « bonne travailleuse » (MacKenzie et Forde, 2009) l'est également. Les motivations des personnes engagées dans les projets, de même que la manière dont le travail est mis en œuvre, s'avèrent en effet loin d'être homogènes. Façonnés par les trajectoires sociales inégalitaires des participant·e·s, les intérêts individuels et organisationnels s'inscrivent dans un jeu d'interaction avec les approches collectives et novatrices du changement social, que nous évoquons plus loin. Or c'est par le biais du travail (rémunéré ou bénévole) que les participant·e·s s'engagent dans ces projets de manière régulière. Les récits issus de nos études de cas sur ce sujet témoignent de la capacité des participant·e·s à embrasser ou rejeter des situations de précarité – que le travail soit un loisir, bénévole ou salarié. Par ailleurs, nous distinguons dans ces récits ce qui relève de la résilience individuelle, qui risque d'être exploitée par les modes de gouvernements néolibéraux, de la « résilience critique » (MacKinnon et Derickson, 2013 ; Monforte, 2019).

Les méthodes de recherche que nous avons adoptées reposent, entre autres, sur une phase d'observation de plus de 11 mois, durant laquelle l'une des auteur·rice·s, Svenja Meyerricks, a intégré les différents groupes au titre de bénévole à temps partiel. Elle a ainsi pris part à diverses activités : jardinage, entretien des ruches, construction de carrés potagers en bois, gestion d'une permanence de troc hebdomadaire, participation aux réunions et aux événements organisés. En tout, elle a conduit 51 entretiens semi-directifs auprès de bénévoles, de membres permanent·e·s et de proches collaborateur·rice·s issu·e·s

des trois projets. La méthode de l'entretien semi-directif a été retenue, car celle-ci nous a paru bien adaptée pour « accéder "au monde" tel que le voient les personnes rencontrées dans le cadre de la recherche » (Stroh, 2000, p. 197). L'accent que nous avons mis sur les entretiens individuels a particulièrement souligné la résilience individuelle des participant·e-s, tandis que la résilience critique a davantage été mise en évidence par des notes de terrain.

L'adoption de méthodes qualitatives a l'avantage de générer des données approfondies fondées sur le lieu, sans vocation à être représentatives (Burton, 2000) des autres projets CCF. Les récits qui en résultent sont nécessairement subjectifs et incomplets. Notre analyse a adopté une approche itérative impliquant un dialogue entre le matériel empirique et la théorie, dans le but d'explorer les perceptions que les participant·e-s ont de leur travail, des autres et d'eux ou d'elles-mêmes. Afin d'assurer l'anonymat des participant·e-s, nous avons utilisé des pseudonymes et avons évité de mentionner toute information particulière qui aurait permis de les identifier.

Un jeu d'interaction entre résilience individuelle et résilience critique

Dans le cas du GL1, situé dans une zone urbaine défavorisée, certain·e-s permanent·e-s rémunéré·e-s évoquent une amélioration de leurs propres connaissances et compétences. Par exemple, Siobhan, une salariée de l'équipe, explique avoir apprécié que les conditions d'entrée pour pouvoir travailler dans la sensibilisation au recyclage et au surcyclage – un domaine qui la passionne – aient été suffisamment flexibles et avoir ainsi pu gagner en « capital humain » (Read, 2009), facteur nécessaire pour développer une carrière professionnelle dans le secteur de la durabilité environnementale après une période de chômage en Irlande.

« Je suis arrivée [en Écosse] il y a deux ans sans aucune expérience environnementale sur mon CV, [et] grâce au bénévolat, je fais exactement ce que je voulais faire en ce moment. »
(Siobhan, membre du projet)

Les projets CCF ouvrent des perspectives d'accès aux emplois verts à des personnes qui, comme Siobhan, souhaitent faire converger leur carrière avec leur passion pour les causes environnementales.

Dans le cas du GL2, situé dans un secteur plus prospère, la flexibilité, le choix et l'épanouissement personnel se sont révélés être au cœur des motivations des membres de l'équipe souhaitant travailler pour la structure. Les personnes engagées dans le projet sont toutes salariées à temps partiel sur des postes partagés ou rémunérées à la mission.

« Je voulais arrêter de travailler cinq jours par semaine... Au moment où [le GL2] a déposé un dossier pour obtenir un financement CCF, j'ai candidaté pour le poste, tout en continuant à faire d'autres boulots pendant l'été pour pouvoir payer mon loyer. » (Tim, travailleur à temps partiel)

Les personnes investies dans le projet déclarent qu'elles ont choisi de ne pas travailler à temps plein afin de pouvoir se consacrer à d'autres centres d'intérêt et engagements professionnels (la gestion d'une entreprise de poterie, le conseil dans la conception de projets participatifs ou encore la parentalité). Certaines sont venues s'installer dans la région, sans pour autant faire l'expérience des difficultés rencontrées dans d'autres groupes locaux. Par exemple, Bob et John ont tous deux quitté l'Angleterre pour l'Écosse. Leurs épouses ont un emploi à temps plein bien rémunéré, ce qui permet à Bob et à John de travailler moins et de manière plus flexible, et d'assurer la majorité des tâches éducatives à la maison.

« Je n'ai pas beaucoup travaillé à plein temps dans ma vie [rires]. Ce qui est bien c'est que j'ai pu le faire, ou plutôt que j'ai eu le choix de le faire. » (Bob, travailleur à mi-temps)

Grace, elle aussi membre du GL2, considère que l'emploi local fourni par CCF a amélioré sa qualité de vie : en tant que mère célibataire, la nature flexible de son travail est un avantage pour assurer sa responsabilité parentale et lui permet de s'impliquer dans une organisation locale. Devoir répartir son temps entre travail salarié et vie familiale l'aurait en effet empêchée de consacrer du temps bénévolement à cette organisation. Un travail à temps partiel, ayant du sens et fondé sur la communauté locale permet aux travailleur-se-s d'accroître leur résilience individuelle. C'est ce que Grace, Bob, John et Tim expriment lorsqu'ils mentionnent le gain de flexibilité, l'épanouissement au travail et l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée.

Les travailleur-se-s des autres projets, en revanche, ne jouissent pas nécessairement du même degré de flexibilité et de choix que les membres permanent-e-s du GL2. Douglas, membre du GL1 rémunéré à la mission, est issu d'un milieu aussi défavorisé que les jeunes avec lesquelles il a travaillé et a dû surmonter d'importantes barrières sociales pour obtenir un diplôme universitaire et un poste à temps plein dans une administration publique locale. Souhaitant changer de métier, il a candidaté pour travailler dans le jardin partagé du GL1. Mais lorsque le poste lui a été proposé, il a été obligé de décliner en raison de la pression financière qui s'exerçait sur lui en tant que seul travailleur salarié de sa cellule familiale. Il a donc conservé son travail administratif à temps plein.

Dans le GL3, Stuart, un ingénieur qui occupe en parallèle un poste à temps plein, considère que les salaires relativement bas du tiers secteur ne sont pas réalistes pour lui et, pour reprendre ses propres mots, il a « rigolé » en entendant le montant des salaires habituellement pratiqués dans les projets CCF.

« J'ai deux enfants et un emprunt immobilier à payer, tout ça (il indique le site du projet) c'est du loisir. » (Stewart, travailleur bénévole)

Douglas et Stewart, tous deux hautement qualifiés et, selon eux, issus de la classe ouvrière, ne voient pas dans les métiers du tiers secteur dédiés à la communauté locale une perspective de carrière réaliste sur le long terme. Siobhan considère son travail pour le projet comme un tremplin pour changer de métier et d'endroit après une période de chômage. Les conditions personnelles favorables des membres du GL2 leur ont permis de choisir de travailler à temps partiel et dans des conditions professionnelles précaires.

Si Douglas et Stewart sont motivés à l'idée de participer à des projets menés pour et par la communauté locale, c'est avant tout parce que ces derniers correspondent à leurs centres d'intérêt. Douglas a rejoint le GL1 sur un poste rémunéré à la mission afin d'animer un projet qui le passionne à destination des jeunes. La présence de Stuart dans le GL3 a été déterminante pour la phase de conception du projet CCF ; il a ensuite conservé un rôle moteur auprès des autres bénévoles et des bailleurs de fonds sans pour autant occuper de poste rémunéré. Il a supervisé les volets du projet ayant pour but d'améliorer la résilience critique dans sa communauté locale en la préparant aux enjeux à venir par la mise en place d'activités de subsistance, comme l'élevage d'abeilles sur place et la création d'un réseau de sauvegarde des semences par le troc. Le GL3 a continué à fonctionner exclusivement grâce au bénévolat et c'est d'ailleurs le seul groupe local subventionné par le CCF à avoir choisi de ne pas embaucher de permanent·e-s salarié·e-s.

« Je ne veux pas avoir des permanent·e-s ou rémunérer des gens [...], car c'est un groupe bénévole. Le problème c'est que, dans ce que j'appelle le "secteur bénévole", je vois trop de projets où il n'y a presque pas de bénévoles. Tout le boulot est fait par des permanent·e-s rémunéré·e-s. [...] C'est aussi pour cette raison que les choses se cassent la figure quand on se retrouve à court de financements. [...] Nos projets ne vont pas se casser la figure. » (Stewart, responsable bénévole)

La résilience critique intervient nécessairement hors du cadre des marchés de l'emploi. Inadaptés, ceux-ci ne permettent pas de pérenniser le travail dans le domaine de l'environnement. Environ quatre mois après l'entretien cité ci-dessus, la situation professionnelle de Stewart a évolué, si bien qu'il ne pouvait plus consacrer autant de temps au projet. Son absence n'est pas longtemps passée inaperçue : les autres bénévoles ont eu du mal à maintenir à flot les projets de sauvegarde des semences et d'apiculture. Le projet de Douglas au GL1 s'est quant à lui achevé lorsque le financement a pris fin, à la suite de quoi il a cessé de travailler pour l'organisation.

Ces différents récits mettent en lumière la nature précaire du travail environnemental au sein de la communauté locale, au sens où il offre des perspectives à certain·e-s, mais présente des obstacles pour d'autres. On observe en effet une nette tension entre l'idéal du gouvernement écossais, pour qui ces initiatives doivent être

portées par de « bonnes communautés locales » pour réussir à réduire les maux sociaux et environnementaux, et la négociation de parcours professionnels limitant la capacité des individus à s'engager – ou éventuellement à se retirer – de ce type de projets.

Au sein du GL1, les permanent·e·s salarié·e·s prennent en compte les préférences des bénévoles, mais se chargent finalement d'organiser les activités proposées. Iels cherchent à améliorer la résilience des bénévoles face aux défis plus larges auxquels ces derniers et ces dernières sont confronté·e·s en vivant dans un secteur marqué par de multiples privations. Pour certain·e·s, le bénévolat est une forme d'ergothérapie qui, en s'attaquant aux symptômes de *multiple deprivation* chez les individus, permet de prendre davantage confiance en soi.

« [Les bénévoles ont passé] leur vie entière à être exclus de la société, à s'entendre dire qu'ils ne sont pas assez bons, qu'ils ne vont pas réussir, qu'ils ne vont pas trouver de travail, sauf qu'on leur dit en même temps "vous devez trouver du travail !" même s'il n'y en a pas. Donc parfois, ceux qui viennent nous voir sont très timides et n'osent pas forcément parler, ou alors ils pensent que leurs idées ne valent pas grand-chose, ou que ça ne vaut pas le coup de les mettre en avant. Et il faut beaucoup de temps et de patience pour établir cette confiance avec les gens. » (Sam, coordinateur du projet)

Selon Lynn, une permanente salariée également, travailler pour la communauté locale est une manière de permettre à d'autres individus de parvenir à l'*empowerment*, défini comme un processus de responsabilisation par l'accumulation de compétences transférables :

« Tout le principe du travail communautaire, c'est d'aider les gens à devenir *empowered* et d'acquérir des compétences. Il ne s'agit donc pas ici de faire des choses pour les gens, mais de se servir de l'expérience pour les aider à faire les choses par eux-mêmes. » (Lynn, membre permanente salariée)

Les bénévoles du GL1 affirment avoir pris davantage confiance en eux et en elles. Iels apprécient également le travail collectif (parfois intergénérationnel) comme solution de remplacement à la télévision ou à une consommation excessive d'alcool. Iels soulignent enfin que faire partie d'un groupe a renforcé leur capacité à agir.

« On fait partie de quelque chose de plus grand que soi, c'est clair... En tant que personne, on n'a pas vraiment de pouvoir, mais avec un groupe de personnes, il y a une différence, je trouve, ensemble. » (Noemi, bénévole)

Parmi les exemples d'activités des communautés locales, citons : la culture de fruits et de légumes dans les jardins partagés et sur les terrains mis à disposition par la structure, la gestion d'une boutique de troc permettant aux habitant·e·s d'échanger vêtements et accessoires (dans une région où les vêtements d'occasion sont associés à un stigmat) et le surcyclage.

Toutefois, si le fait de prendre part à des activités contribuant au bien-être personnel est clairement bénéfique à la communauté locale et aux bénévoles, le sentiment général est que l'amélioration de la vie des gens est le maximum qui puisse être accompli. Envisager des changements systémiques de plus grande envergure semble être hors de portée. C'est exactement ce qui ressort de l'expérience de Douglas face aux coupes budgétaires et à la diminution croissante des ressources au sein de la collectivité locale où il travaille.

« [Dans la collectivité locale,] nous n'avons pas vraiment les ressources ou les infrastructures qui nous permettent d'aborder les questions qu'on devrait aborder. [Le GL1] vient combler un vide entre... les collectivités locales et la communauté locale sur le terrain. » (Douglas, travailleur rémunéré à la mission)

L'impact des politiques d'austérité s'est ressenti plus durement ici, et ce sont justement les pires répercussions de ces mesures sur la vie de la population locale que le CCF essaye de contrecarrer.

Les participant-e-s au projet du GL1 mené par Douglas pour les jeunes ont acquis un savoir-faire pratique dans le domaine de la sauvegarde de l'environnement ainsi qu'une éthique du travail *do it yourself*. Douglas a notamment souhaité leur apporter un sentiment d'autonomie et de compétence individuelle. Les jeunes ont eu besoin d'apprendre à s'occuper d'eux et d'elles-mêmes et acquérir des compétences pratiques dans le champ de la sauvegarde de l'environnement leur a permis de se doter d'« outils pour devenir adulte ». Même si Douglas a associé cette démarche à une forme d'*empowerment* individuel, le travail a consisté concrètement à former une partie des jeunes aux activités de subsistance, comme leur apprendre à tuteurer un arbre et à s'en occuper.

« [Ils] apprennent pourquoi ils font ça, ils apprennent qu'on doit prendre soin des choses – qu'on doit les nourrir, les cultiver. Et c'est un côté d'eux-mêmes qu'ils n'avaient jamais vu avant : tout tournait autour de la destruction, du fait de tirer sur des trucs, d'être dans la compétition. Là, c'est un mode de vie plus lent, sans doute moins axé sur la consommation que ce à quoi la société les destine. » (Douglas)

Dans l'ensemble de ces trois projets, la résilience critique a émergé quand les travailleur-se-s remettaient en cause les structures systémiques impliquant un *disempowerment* et cherchaient à favoriser collectivement la mise en place d'activités de subsistance. Par exemple, dans le projet CG1, la notion de bénévolat n'était pas forcément considérée « bonne » par tou-te-s. Les jeunes ont ainsi pu subir la pression de leurs pairs sur le fait de travailler sans être rémunéré-e-s.

« À moins que tu sois payé pour le faire, pourquoi bosser ? Eh bien justement, tu es payé : tu crées un environnement meilleur pour toi, tu rends plus agréable l'endroit où tu vis. Le but c'est d'essayer de leur expliquer ce changement de valeurs. » (Douglas)

Le GL2 a très stratégiquement œuvré à la création d'emplois locaux. Au moment de notre enquête de terrain, il est engagé auprès d'une boulangerie communautaire et dans le rachat d'un magasin d'alimentation biologique par la communauté locale. L'objectif est de permettre aux commerces de proximité de s'approvisionner auprès d'entreprises agroalimentaires de la région et, par ce biais, de court-circuiter les supermarchés dans l'espoir de stimuler la demande de services locaux. Néanmoins, les valeurs des personnes impliquées dans l'organisation, en majorité issues de la classe moyenne, sont parfois entrées en conflit avec celles de la partie traditionnellement plus ouvrière de la communauté locale. Le GL2 a dû par exemple abandonner un projet de construction d'éolienne en raison du manque de soutien local.

Les permanent·e·s et les bénévoles du GL1 ont, à titre personnel, une certaine idée de la manière dont la résilience individuelle et, par extension, la résilience critique de la communauté locale, peuvent être améliorées à l'échelle locale. Or, souvent, cette vision est décrite comme un rêve difficile à atteindre. Par exemple, l'ambition de Douglas, pour les projets de la communauté locale, était d'améliorer les compétences des jeunes, en particulier, pour leur permettre d'accéder à des emplois nouveaux et durables dans la production locale de nourriture, et de montrer aux résident·e·s comment cultiver leur propre nourriture en construisant de nouveaux espaces de culture dans des arrière-cours :

« On pourrait faire rentrer de l'argent en créant ces emplois. On pourrait aussi proposer à des jeunes au chômage, des jeunes qui ne sont pas qualifiés, de les former à la menuiserie, à la charpente, à l'horticulture, et leur permettre d'aller de l'avant. » (Douglas)

Discussion

D'après nos résultats, le fait de travailler pour des projets de communautés locales améliore la résilience critique des membres rémunéré·e·s et non rémunéré·e·s, et ce de différentes manières. Dans ces trois groupes locaux, pourtant hétérogènes, les travailleur·se·s salarié·e·s ou bénévoles possédant les plus hauts degrés d'expertise et de qualifications professionnelles ont été soit favorisé·e·s soit freiné·e·s par leur positionnement social sur les questions de précarité et de richesse. Cela a influé sur leur liberté individuelle de choisir d'exercer des métiers précaires, assortis d'une rémunération plutôt faible, dans le tiers secteur. Les salarié·e·s du GL1 et du GL2 bénéficient à la fois d'un gain qualitatif, du fait du caractère flexible et local de leurs emplois (Bob et John du GL2),

mais aussi de gains matériels individualisés, lorsqu'ils ont pu convertir leurs passions et leurs centres d'intérêt en carrière (Siobhan du GL1).

D'autres membres, issus de milieux pauvres ou ouvriers (Douglas dans le GL1 et Stewart dans le GL3), qui ont des emplois relativement stables, ne se sont pas investis dans les projets en vue d'une évolution professionnelle. Ils se sont en revanche positionnés de manière critique à l'égard des orientations néolibérales plus larges et ont promu les activités de subsistance dans leur communauté locale, malgré les obstacles de taille qui y entravent le développement de la résilience critique.

Le bien-être et la confiance en eux et en elles des bénévoles du GL1 ont été stimulés, contribuant à renforcer leur résilience individuelle. Participer à des activités de subsistance au sein d'un groupe permet en outre aux bénévoles de faire l'expérience du pouvoir de l'effort collectif qui préfigure (Ince, 2012) les modes de résilience critique. Cependant, la preuve de la « responsabilisation » (Rolfe, 2018) des bénévoles, dans le sens où l'on forme des gens à adopter durablement certains types de comportements individuels, implique que l'on attende, injustement, des habitant·e·s qui sont issu·e·s de communautés locales marquées par de multiples privations sociales qu'ils développent la capacité de s'adapter. Ce point de vue a pour effet d'invisibiliser les injustices structurelles sous-jacentes des politiques d'austérité néolibérales. Il est ici important d'établir une distinction entre les bénévoles adultes et les plus jeunes : « responsabiliser » des jeunes prend souvent la forme d'un accompagnement moral qui, à ce stade de leur existence, peut avoir un effet positif durable sur leur développement en tant qu'adultes. En revanche, procéder de même avec les habitant·e·s adultes des secteurs les plus défavorisés, qui ne peuvent pas changer leurs comportements en raison d'une agentivité limitée, relève d'un paternalisme déplacé. Dans un contexte plus large d'inégalités sociales, les objectifs de réduction radicale des émissions de carbone portés par le CCF laissent des questions difficiles concernant la justice environnementale en suspens. Ces résultats soulignent qu'il est en effet nécessaire de situer l'atténuation du changement climatique et environnemental dans un contexte plus large de relations sociales et matérielles inégales (Featherstone, 2013). Faute de quoi, la responsabilité de la résilience risque d'incomber à celles et ceux qui sont le moins en mesure de la mettre en œuvre.

Le refus du GL3 d'adopter une structure formelle autre que celle *a minima* prévue légalement renvoie aux observations de Taylor Aiken, selon qui « les signes d'une intégration aux grandes lignes directrices sont souvent rejetés catégoriquement par un grand nombre de bénévoles dans les communautés locales dites de niche » (2015, p. 767). L'objectif du projet d'établir un réseau de sauvegarde des semences et d'installer des ruches révèle, pour reprendre les termes de MacKinnon et Derickson (2013), des signes de débrouillardise, permettant aux participant·e·s de devenir plus autonomes sur le plan de la sécurité alimentaire. Cela s'articule en outre à la nécessité, du moins perçue ainsi, de se

positionner au-delà de marchés du travail et de dispositifs de financement considérés comme restrictifs et contraignants. La capacité du projet à établir des pratiques de résilience critique a cependant souffert, car les conditions personnelles de certains membres du groupe ont limité leur possibilité de soutenir les activités du projet.

En revanche, les membres du GL2, situé dans un secteur aisé, font preuve d'un assez haut degré de résilience individuelle qui se manifeste par une grande mobilité et un accès à des avantages et des ressources du point de vue personnel. Iels sont également capables de stimuler stratégiquement les entreprises locales et de travailler à établir des liens avec les entreprises agroalimentaires de la région. Compte tenu du niveau élevé de résilience individuelle au sein du GL2, il serait tentant d'en conclure que c'est là que réside la clef du « bon travailleur communautaire » ou de la « bonne travailleuse communautaire ». Néanmoins, les modalités dont bénéficient les permanent·e·s du GL2 – un travail porteur de sens, flexible et à temps partiel – ne leur assurent pas une sécurité de l'emploi à long terme dans la mesure où l'existence du projet repose uniquement sur l'attribution de subventions (Creamer, 2015). Il semble aussi aux membres des projets qu'il est difficile d'accéder à ces modalités, comme le suggèrent les exemples issus du GL1 et du GL3. Cette situation peut conduire à des perceptions et des conditions d'exclusivité qui risquent d'entraver les ambitions du GL2 de créer plus de perspectives d'emploi vert et durable pour les habitant·e·s de la région.

La résilience critique à l'œuvre dans ces trois projets reste, suivant Monforte (2019), latente ou inaccomplie. Certes, les bénévoles apprennent à cultiver leurs propres fruits et légumes, à sauvegarder des semences, à s'occuper des abeilles et à troquer des vêtements. Les jeunes se familiarisent aux pratiques de préservation de l'environnement et acquièrent des compétences utiles et nouvelles. Les projets, par le biais de ces pratiques, promeuvent le recours aux activités de subsistance. Si celles-ci portent en elles, grâce à une autosuffisance accrue, les racines de l'autonomie, elles restent toutefois trop modestes et manquent encore de cohérence pour prétendre constituer une contribution significative aux modes d'existence de la population.

Compte tenu des profondes inégalités qui existent dans la société écossaise, et qui sont manifestes dans les trois groupes locaux étudiés, l'équité est un principe cardinal pour améliorer la résilience critique de toutes les communautés locales. Elle implique que chacun·e ait les moyens d'assurer sa subsistance de façon digne et porteuse de sens, afin de favoriser le bien-être et de répondre aux besoins fondamentaux de tou·te·s. Des communautés locales telles que celles du CG1 continuent à faire face à un chômage et à un sous-emploi massifs qui constituent un obstacle à une participation pérenne à l'atténuation du changement climatique et aux mesures d'adaptation qui lui sont associées. Si le gouvernement écossais reconnaît que le bien-être doit désormais être un objectif économique majeur (Scottish government, 2020), il est cependant capital de

mettre l'accent sur l'équité et la dignité dans le maintien des modes de subsistance dans les communautés locales écossaises pour adopter des pratiques de travail caractérisées par la résilience critique. Un Green New Deal, une décroissance et une économie écoféministe (Bauhardt, 2014) sont des voies possibles pour atteindre ces objectifs. Nous suivons un principe de précaution (Read et O'Riordan, 2017) en affirmant que les limites écologiques dues au changement climatique et à l'épuisement des ressources nécessitent une approche décroissante. Au lieu de chercher à rehausser le niveau de vie de la tranche la plus pauvre de la population écossaise vers celui de la minorité la plus riche, il faut mettre l'accent sur le partage et la redistribution des ressources disponibles et des différents types de travail (dont le travail rémunéré, domestique et de subsistance) afin de répondre aux besoins fondamentaux de tou·te·s. Dans un cadre « décroissant » (Kallis, Kerschner et Martinez-Alier, 2012), la participation économique peut être particulièrement localisée. L'idée de Douglas (GL1) de communautés locales vendant les fruits de leur labeur converge vers cette conception alternative de participation économique. Aussi suggérons-nous que les activités de subsistance soient mieux reconnues et soutenues comme participant à l'économie, laquelle peut contribuer à alimenter des modes d'existence durables, à la fois dans le cadre et au-delà de l'économie monétaire.

Conclusion

L'analyse du jeu d'interactions qui, dans le cadre des projets CCF écossais, unit résilience individuelle et résilience critique témoigne de l'impact du contexte d'austérité sur la participation des travailleur·se·s et des bénévoles inscrit·e·s dans des situations sociales et matérielles de nature différente. Nous avons montré que les inégalités, de même que des marchés du travail mal ajustés, entravent les pratiques caractérisant les modes d'existence collectifs et écologiques sur la durée. Si l'on veut aller au-delà des expériences ambivalentes du bénévolat et du travail salarié (Monforte, 2019) en ce qui concerne l'atténuation et l'adaptation face au changement climatique, il est essentiel de s'éloigner radicalement des modes de gouvernement néolibéraux, lesquels assimilent la durabilité environnementale à la responsabilisation des individus et des communautés locales par « un changement des comportements » (Brook Lyndhurst et Ecometrica, 2011). La notion de résilience critique est pertinente pour aller au-delà des projets préfiguratifs (Ince, 2012) réalisés pour et par la communauté locale et vers une juste transition vers une économie décroissante qui tienne compte des limites de l'environnement. L'accélération rapide de la dégradation de la biosphère (Rockström, Steffen, Noone *et al.*, 2009 ; IPCC, 2018 ; United Nations, 2019) fait de cette transition un impératif urgent. Pour passer de formes imaginées et localisées de résilience critique à leur mise en œuvre plus généralisée et sur le long terme, il faut que l'« *empowerment* » prenne appui sur des collectifs capables de subvertir, et non reproduire par inadvertance, les inégalités structurelles

existantes (Barca, 2019). Cela semble d'autant plus important que les communautés locales défavorisées témoignent indéniablement d'un « besoin » plus immédiat de devenir « résilientes », sans pour autant visiblement bénéficier du soutien social et matériel qui leur permettrait d'y arriver. Pourtant ce sont précisément ces mêmes inégalités structurelles, à l'origine de privations sociales intenable, qui génèrent une prospérité à la fois gourmande en ressources et écologiquement intenable. Pour s'attaquer aux causes premières de ces inégalités, il faut procéder à des changements structurels profonds, telle la redistribution plus équitable du travail et des ressources. Des sociétés plus égalitaires tendent non seulement à offrir une meilleure qualité de vie, mais aussi à favoriser la responsabilité sociale, la coopération et un état d'esprit citoyen, lesquels sont des conditions préalables à la transition vers des sociétés à faibles émissions de carbone (Wilkinson et Pickett, 2009).

Notre article démontre que nous devons détourner le regard des effets du régime néolibéral pour au contraire l'orienter sur la production d'un contexte socio-environnemental qui fasse preuve de « résilience critique » et nous défaire de l'attention exclusive portée à « la capacité adaptative » (Felli et Castree, 2012, p. 2) que doivent cultiver un individu ou une communauté locale donnés. Les exemples de résilience critique mentionnés peuvent sans doute être vus comme des graines de bien-être et de différentes économies décroissantes (Kallis, Kerschner et Martinez-Alier, 2012). Or pour que ces graines poussent, l'État ne doit pas être considéré comme éloigné de la population (Felli et Castree, 2012 ; Rose et Miller, 2010). Une participation démocratique porteuse de sens doit être réalisée à travers, mais aussi contre l'État pour pouvoir s'attaquer aux inégalités, condition préalable à la mise en œuvre locale de l'atténuation du changement climatique. Pour ce faire, nous pensons qu'il est nécessaire d'élargir nos conceptions du travail et de repousser les limites de l'individualisation que promeuvent les modes néolibéraux d'appropriation, au profit de tâches collectives et étroitement imbriquées (Ingold, 2000) qui, en appuyant des modes d'existence durables, soutiennent l'équité, la résilience critique et *in fine* une planète vivante.

Remerciements (Svenja Meyerricks)

Cet article et la recherche qui le précède n'auraient pas été possibles sans le soutien de l'Economic and Social Research Council (Conseil de recherche économique et sociale) et du gouvernement écossais. J'exprime aussi ma reconnaissance à toutes les personnes rencontrées au sein des communautés locales des cas d'étude pour avoir partagé avec moi leur temps et leurs idées précieuses, ainsi qu'à mes directrices de recherche Jan Bebbington et Rehema White pour leur soutien généreux. De nombreux et nombreuses ami-e-s, parent-e-s, collègues ainsi que le chat Fruitcake (puisses-tu ronronner au paradis

des chats !) m'ont aidée à conduire à son terme la thèse sur laquelle se fonde cet article. Je leur suis reconnaissante à tou-te-s.

Pour citer cet article

Meyerricks Svenja, **Mackenzie** Ewan, "Towards critical resilience: political and social dimensions of work in community projects" [« Vers une résilience critique : dimensions politiques et sociales du travail dans les projets portés par la "communauté locale" »], *Justice spatiale / Spatial Justice*, n° 17, 2022 (<http://www.jssj.org/article/vers-une-resilience-critique-dimensions-politiques-et-sociales-du-travail-dans-les-projets-portes-par-la-communaute-locale>).

Bibliographie

Barca Stefania, "The Labor(s) of Degrowth", *Capitalism Nature Socialism*, vol. 2, n° 30, 2019, p. 207-216.

Barr Stewart, **Gilg** Andrew, **Shaw** Gareth, "Citizens, consumers and sustainability: (Re)Framing environmental practice in an age of climate change", *Global Environmental Change-Human and Policy Dimensions*, vol. 21, n° 4, 2011, p. 1224-1233.

Bauhardt Christine, "Solutions to the crisis? The Green New Deal, Degrowth, and the Solidarity Economy: Alternatives to the capitalist growth economy from an ecofeminist economics perspective", *Ecological Economics*, vol. 102(C), 2014, p. 60-68.

Brook Lyndhurst, **Ecometrica**, *Review of the Climate Challenge Fund*, 2011, (<https://www.webarchive.org.uk/wayback/archive/20170110071722/http://www.gov.scot/Publications/2011/06/13142135/2>, accessed on May 20, 2022).

Brown Wendy, *Undoing the demos: Neoliberalism's Stealth Revolution*. New York: Zone Books, 2015.

Brownhill Leigh, **Turner** Terisa, **Kaara** Wahu, "Degrowth? How About Some 'De-alienation'?", *Capitalism Nature Socialism*, vol. 23, n° 1, 2019, p. 93-104.

Burton Dawn, "The Use of Case Studies in Social Science Research", in **Burton** D. (ed.), *Research Training for Social Scientists*. London, Sage, 2000.

- Clarke** John, **Newman** Janet, "The Alchemy of Austerity", *Critical Social Policy*, vol. 32 n° 2, 2012, p. 299-319.
- Cock** Jacklyn, "The 'Green Economy': A Just and Sustainable Development Path or a 'Wolf in Sheep's Clothing'?", *Global Labour Journal*, vol. 5, n° 1, 2014, p. 23-44.
- Creamer** Emily, "The double-edged sword of grant funding: a study of community-led climate change initiatives in remote rural Scotland", *Local Environment*, vol. 20 n°9, 2015, p. 981-999.
- DeVerteuil** Geoff, **Golubchikov** Oleg, "Can resilience be redeemed?", *City: analysis of urban trends, culture, theory, policy, action*, vol. 20, n° 1, 2016, p. 143-151.
- Featherstone** David, "The contested politics of climate change and the crisis of neoliberalism", *ACME: An International E-Journal for Critical Geographies*, vol. 12, n° 1, 2013, p. 44-64.
- Felli** Romain, **Castree** Noel, "Neoliberalising adaptation to environmental change: foresight or foreclosure?", *Environment and Planning A*, vol. 44, n° 1, 2012, p. 1-4.
- Folke** Carl, **Carpenter** Steve, **Elmqvist** Thomas, **Gunderson** Lance, **Holling** Crawford Stanley, **Walker** Brian, "Resilience and Sustainable Development: Building Adaptive Capacity in a World of Transformations", *Ambio*, vol. 31, n° 5, 2002, p. 437-440.
- Gunderson** Lance, "Adaptive dancing: interactions between social resilience and ecological crises", in **Berkes** F., **Colding** J., **Folke** C. (eds.) *Navigating Social-Ecological Systems, Building Resilience for Complexity and Change*, New York, Cambridge University Press, 2003.
- Ince** Anthony, "In the Shell of the Old: Anarchist Geographies of Territorialisation", *Antipode*, vol. 44 n° 5, 2012, p. 1645-1666.
- Ingold** Timothy, *The perception of the environment. Essays on livelihood, dwelling and skill*, New York, Routledge, 2000.
- IPCC**, *Summary for Policymakers of IPCC Special Report on Global Warming of 1.5 °C approved by governments*, 2018 (<https://www.ipcc.ch/2018/10/08/summary-for-policymakers-of-ipcc-special-report-on-global-warming-of-1-5c-approved-by-governments/>, accessed on May 20, 2022).
- Kallis** Giorgos, **Kerschner** Christian, **Martinez-Alier** Joan, "The economics of degrowth", *Ecological Economics*, vol. 84, 2012, p. 172-180.

- Keep Scotland Beautiful, Climate Challenge Fund**, 2019, (<https://www.keepsotlandbeautiful.org/sustainability-climate-change/climate-challenge-fund/>, accessed on May 20, 2022).
- MacKenzie** Robert, **Forde** Chris, "The rhetoric of the 'good worker' versus the realities of employers' use and the experiences of migrant workers", *Work Employment and Society*, vol. 23, n° 1, 2009, p. 142-159.
- MacKinnon** Danny, **Derickson** Kate Driscoll, "From resilience to resourcefulness: A critique of resilience policy and activism", *Progress in Human Geography*, vol. 37, n° 2, 2013, p. 253-270.
- MacLeod** Mary Anne, **Emejulu** Akwugo, "Neoliberalism With a Community Face? A Critical Analysis of Asset-Based Community Development in Scotland", *Journal of Community Practice*, 2014, vol. 22, n° 4, p. 430-450.
- Monforte** Pierre, "From compassion to critical resilience: Volunteering in the context of austerity", *The Sociological Review*, 2020, vol. 68, n° 1, p. 1-17.
- O'Malley** Pat, "Resilient subjects: uncertainty, warfare and liberalism", *Economy and Society*, vol. 39, n° 4, 2010, p. 488-509.
- Perkins** Patricia, "Climate justice, commons, and degrowth", *Ecological Economics*, vol. 160, 2019, p. 183-190.
- Read** Jason, "A Genealogy of Homo-Economicus: Neoliberalism and the Production of Subjectivity", *Foucault Studies*, vol. 6, 2009, p. 25-36.
- Read** Rupert, **O'Riordan** Tim, "The Precautionary Principle Under Fire", *Environment: Science and Policy for Sustainable Development*, vol. 59, n° 5, 2017, p. 4-15.
- Rockström** Johan, **Steffen** Will, **Noone** Kevin, **Persson** Åsa, **Chapin** Stuart, **Lambin** Eric, **Lenton** Timothy, **Scheffer** Martin, **Folke** Carl, **Schellnhuber** Hans Joachim, **Nykvist** Bjorn, **de Wit** Cynthia, Hughes Timothy, **Van der Leeuw** Sander, **Rodhe** Henning, **Sörlin** Sverker, **Snyder** Peter, **Costanza** Robert, **Svedin** Uno, **Falkenmark** MMalin, **Karlberg** Louise, **Corell** Robert, **Fabry** Victoria, **Hansen** James, **Walker** Brian, **Liverman** Diana, **Richardson** Katherine, **Crutzen** Paul, **Foley** Jonathan, "A safe operating space for humanity", *Nature*, vol. 461, 2009, p. 472-475.
- Rolfe** Steve, "Governance and Governmentality in Community Participation: The Shifting Sands of Power, Responsibility and Risk", *Social Policy and Society*, vol. 17, n° 4, 2018, p. 579-598.

- Rose** Nikolas, **Miller** Peter, "Political power beyond the State: problematics of government", *British Journal of Sociology*, vol. 61, 2010, p. 271-303.
- Russell** Shona Louise, **Greenaway** Alison, **Carswell** Fiona, **Weaver** Sean, "Moving beyond "mitigation and adaptation": examining climate change responses in New Zealand", *Local Environment*, vol. 19, n° 7, 2013, p. 1-19.
- Scottish government**, *Climate Change (Scotland) Act*, 2009 (http://www.legislation.gov.uk/asp/2009/12/pdfs/asp_20090012_en.pdf, accessed on May 20, 2022).
- Scottish government**, *Introducing the Scottish Index of Multiple Deprivation*, 2016 (<https://www2.gov.scot/Resource/0050/00504809.pdf>, accessed on May 20, 2022).
- Scottish government**, *Climate Ready Scotland: climate change adaptation programme*, 2019 (<https://www.gov.scot/publications/climate-ready-scotland-second-scottish-climate-change-adaptation-programme-2019-2024/>, accessed on May 20, 2022).
- Scottish government**, *Health and well-being as fundamental as GDP*, 2020 (<https://www.gov.scot/news/health-and-wellbeing-as-fundamental-as-gdp/>, accessed on May 20, 2022).
- Seyfang** Gill, **Smith** Adrian, "Grassroots Innovations for Sustainable Development: Towards a New Research and Policy Agenda", *Environmental Politics*, vol. 16, 2007, p. 584-603.
- Stern** Pamela, "Subsistence: Work and leisure", *Études/Inuit/Studies*, vol. 24, n° 1, 2000, p. 9-24.
- Stroh** Matt, "Qualitative Interviewing", in **Burton** Dawn. (ed.), *Research Training for Social Scientists*. London, Sage, 2000.
- Taylor Aiken** Gerald, "Common Sense Community? The Climate Challenge Fund's Official and Tacit Community Construction", *Scottish Geographical Journal*, vol. 130, n° 1, 2014, p. 207-221.
- Taylor Aiken** Gerald, "(Local-)community for global challenges: carbon conversations, transition towns and governmental elisions", *Local Environment*, vol. 20, n° 7, 2015, p. 764-781.
- United Nations**, *UN Report: Nature's Dangerous Decline "Unprecedented"; Species Extinction Rates 'Accelerating'*, 2019 (<https://www.un.org/sustainabledevelopment/blog/2019/05/nature-decline-unprecedented-report/>, accessed on May 20, 2022).

Webb Janette, "Climate Change and Society: The Chimera of Behaviour Change Technologies", *Sociology-the Journal of the British Sociological Association*, vol. 46, n° 6, 2012, p. 109-125.

Wilkinson Richard, **Pickett** Kate, *The Spirit Level. Why More Equal Societies Almost Always Do Better*, London, Allen Lane, 2009.